

SÉBASTIEN JEAN

Associé principal à l'Ifri, professeur d'économie du CNAM

Jean-Claude Trichet, président de l'Académie des sciences morales et politiques, ancien président de la Banque centrale européenne, gouverneur honoraire de la Banque de France

La parole est maintenant à Sébastien.

Sébastien Jean, associé principal à l'Ifri, professeur d'économie du CNAM

Merci, Jean-Claude, et bonjour Mesdames et Messieurs. Je tiens à vous faire part de mes réflexions sur l'interaction entre l'économie mondiale et la politique mondiale. Je partirai du constat que ce qui rend la situation actuelle tout à fait unique, c'est l'intensification des rivalités de puissance dans le contexte d'étroites interdépendances économiques et financières. Nous avons ainsi pu observer récemment que les cadres multilatéraux sont déstabilisés et débordés, comme en témoignent la multiplication des restrictions économiques sur les flux commerciaux et d'investissement, la multiplication des droits de douane exceptionnels, le recours accru aux sanctions économiques, la multiplication des politiques industrielles non coordonnées et l'interventionnisme accru de l'État.

Cette situation est marquée par des tensions géopolitiques croissantes, mais je pense ne pas me tromper en disant que, du moins à ce jour, cela ne s'est pas traduit par un découplage ou une fragmentation. Nous observons un plateau, comme l'indique Gabriel Felbermayr, en termes d'intensité du commerce mondial, et non une tendance établie à la baisse des relations économiques et financières au niveau mondial. Dans quelques cas spécifiques, nous observons un recul, notamment dans les relations commerciales bilatérales entre les États-Unis et la Chine pour des raisons clairement identifiées. Il ressort pourtant de plusieurs études que lorsque l'intensité des échanges directs entre les États-Unis et la Chine diminue, les échanges indirects augmentent. Cela signifie que lorsque les États-Unis réduisent leurs importations en provenance de Chine, ils augmentent leurs achats auprès d'autres pays tels que le Viêt Nam et le Mexique, qui eux-mêmes importent davantage en provenance de Chine. Plutôt qu'un découplage, nous observons en fait un détournement, avec les coûts et l'opacité qui en découlent. La question est donc de savoir si cette diminution des échanges est significative.

Nous devons donc vivre dans un cadre d'interdépendances économiques et financières. Compte tenu du contexte géopolitique tendu et des interdépendances économiques, la tentation est grande de tirer parti des interdépendances à des fins politiques : en d'autres termes, de les instrumentaliser. L'instrumentalisation des interdépendances est aujourd'hui une tendance forte.

Cet objectif est toutefois difficile à atteindre. Les échanges économiques et financiers sont définis selon un principe de bénéfice mutuel, en d'autres termes ils se justifient car ils sont bénéfiques pour les deux parties. Cela signifie qu'il est très difficile pour l'une des parties de s'en servir comme d'une arme. Cela n'est possible que lorsque la relation est fortement asymétrique. Je pense que c'est la raison pour laquelle, dans les exemples récents

d'instrumentalisation des interdépendances économiques, nous observons la prédominance de la finance, de l'information et de la connaissance. Cela tient au fait qu'il s'agit d'activités interdépendantes reposant sur des réseaux concentrés. Citons, à titre d'exemple, le système monétaire et le rôle du dollar, les transactions bancaires internationales et le rôle du système SWIFT, l'information avec les réseaux sociaux, ou encore les semi-conducteurs de haute technologie avec les droits de propriété intellectuelle. Dans chacun de ces cas, vous avez des réseaux complexes avec plusieurs goulets d'étranglement qui jouent un rôle central et dont beaucoup ont été récemment exploités.

Un article récent a qualifié cette situation de « géofinance », car elle est marquée par une politisation croissante des flux d'information et financiers. Ce concept se distingue quelque peu de ce que nous appelons la « rivalité géoéconomique » dans les années 1990 ou 2000, laquelle avait principalement pour cadre les institutions multilatérales. Cette rivalité et cette instrumentalisation sont bien souvent contraires aux engagements internationaux.

Dans ce contexte, il n'est donc guère surprenant que la sécurité économique devienne une préoccupation majeure des gouvernements, avec un double objectif. Premièrement, réduire les vulnérabilités et tirer parti de ces goulets d'étranglement et nœuds critiques de l'économie mondiale ; deuxièmement, contrôler les technologies fondamentales. L'interaction avec le changement climatique est très forte, d'ailleurs cette révolution est déjà en cours dans l'industrie, le commerce, les matières premières et l'énergie, redéfinissant les technologies clés et le fonctionnement des marchés.

Le défi auquel sont aujourd'hui confrontés nombre de gouvernements est de parvenir à améliorer la sécurité économique dans un contexte où, pour les raisons que je viens d'exposer, les marchés mondiaux internationaux ne sont pas considérés comme suffisamment sûrs. Il me semble également utile de souligner ici que l'isolement n'est pas une solution, et ce pour deux raisons principales. La première raison tient à l'efficacité. La division internationale du travail rime aujourd'hui avec efficacité, plus particulièrement avec sophistication technologique. La deuxième raison tient aux rapports de force : la nécessité d'avoir des alliés et des partenaires pour vous soutenir. Dans les contextes actuels de tension, cet aspect revêt une importance grandissante. Le pouvoir relationnel se nourrit d'ouverture et de relations économiques et financières importantes.

Par ailleurs, il est important de souligner que les gouvernements ont de plus en plus tendance à recourir à des politiques industrielles plus ambitieuses et élargies. Il convient également de noter que dans les années 80, les économistes ont beaucoup commenté les politiques visant à s'approprier des rentes (« *rent-shifting policies* »), comme en témoigne la rivalité entre Airbus et Boeing et les efforts déployés par les gouvernements pour s'approprier la rente oligopolistique dans ce secteur. Aujourd'hui, il est question davantage de contrôle et de pouvoir que de rente. On retrouve toutefois le même type de logique sous-jacente : chacun s'évertue à s'approprier le contrôle ou le pouvoir et chacun doit, d'une manière ou d'une autre, répondre aux actions des autres.

Je conclurai en mettant l'accent sur les menaces inhérentes à ces tendances. Parmi ces menaces, il convient de citer les coûts supplémentaires et inutiles, d'un point de vue économique, liés aux cycles haussiers et aux contraintes supplémentaires, ainsi que les rigidités accrues découlant de ces contraintes. Elles auront, selon moi, une forte incidence sur la capacité d'ajustement de l'économie mondiale dans un avenir prévisible. Il existe en outre un risque important d'escalade. En termes de réduction des risques, je pense que les bénéfices sont à ce jour extrêmement limités.

Enfin, la dernière menace, et probablement la plus intéressante, est que toutes ces contraintes mettent en péril la capacité de coordination au niveau mondial. Il s'agit à mes yeux



d'un défi crucial en termes de gouvernance économique mondiale, et je pense qu'une partie de la réponse réside dans le cloisonnement des préoccupations sécuritaires dans l'économie et la finance mondiales, et à titre de condition préalable, il est important de repenser la coordination et les règles dans d'autres secteurs. Je vous remercie.

Jean-Claude Trichet

Merci beaucoup, Sébastien, pour votre analyse de l'impact sur l'économie et le commerce mondiaux et vos réflexions sur la logique de diversification industrielle globale découlant des tensions et de la volonté de réduire les risques et d'avoir un monde capable de gérer ces nouvelles tensions mondiales. Ce sujet est de la plus haute importance. J'en déduis que cette nouvelle donne du commerce mondial a un coût, un impact sur la croissance mondiale et un impact sur l'inflation. Il est frappant de voir à quel point tout cela s'enchevêtre. Merci encore, Sébastien.